

Population : la plus faible progression de France

L'Insee vient de publier ses analyses de l'évolution de la démographie en région Grand Est sur la période 2007-2017. Au cours de cette décennie, seuls quatre départements sur dix ont augmenté leur population. Le Grand Est est le territoire métropolitain où le nombre d'habitants croît le plus lentement.

L'Insee a publié ce lundi 30 décembre ses analyses de l'évolution de la démographie en région Grand Est sur la période 2007-2017. Au cours de cette décennie, seuls quatre départements sur dix ont augmenté leur population. Le Grand Est est le territoire métropolitain où le nombre d'habitants a crû le plus lentement avec un gain de 42 900 habitants en dix ans, dont

32 600 répartis dans les localités les moins denses.

« Au 1^{er} janvier 2017, 5 549 586 habitants (*) vivent dans le Grand Est, soit 10,9 % de la population métropolitaine », indique l'Institut national de la statistique et des études économiques. Si la région n'est pas la plus peuplée de France, elle est, en revanche, celle qui compte le plus grand nombre de communes avec 5 121 villes et villages, soit « 14,7 % des communes de la métropole ».

Petit rythme

À l'instar des Hauts-de-France et de la Bourgogne-Franche-Comté, de 2007 à 2017, la population du Grand Est n'a cheminé que de + 0,1 % par an. « Cette progression est l'une des plus faibles de la métropole, qui présente en

moyenne une hausse de 0,5 % par an », observe l'Insee. Une évolution atone qui s'avère de surcroît plus faible encore que celle de la période étudiée 1990-2007 (+ 0,2 par an) déjà en deçà du niveau moyen national de + 0,5 %.

À titre de comparaison, les régions les plus attractives de l'Hexagone connaissent une croissance située en + 0,5 % et + 0,8 %/an, la palme étant détenue par l'Occitanie qui fait jeu égal avec les Pays de la Loire et Auvergne-Rhône-Alpes. La région au climat et à l'économie radieux devance même la Nouvelle Aquitaine (+ 0,5 %/an) et l'Île de France.

Quatre départements gagnants

En Grand Est, seuls quatre départements tirent leur épingle du jeu. Le Bas-Rhin (+ 0,4 % : 1 125 559 hab.), le Haut-Rhin (+ 0,4 % : 764 030 hab.), l'Aube (+ 0,3 % : 310 020 hab.) et la Meurthe-et-Moselle (+ 0,1 % : 733 481 hab.) récupèrent des résidents. La Moselle (1 043 522 hab.), deuxième département le plus peuplé du Grand Est derrière la Bas-Rhin, est à égalité avec la Marne (568 895 hab.), croissance zéro. Et les territoires ruraux perdent de la population : Vosges (- 0,3 % : 367 673 hab.), Meuse (- 0,4 % : 187 187 hab.), Ardennes (- 0,4 % : 273 579 hab.) et Haute-Marne (- 0,7 % : 175 640 hab.).

Ces mouvements ne sont pas nouveaux, mais se confirment une fois de plus. Les départements qui « comptent le moins d'habitants au kilomètre carré et qui sont dépourvus de communes densément peuplées », selon l'Insee, sont toujours ceux qui ont le plus de mal à attirer de nouveaux habitants

et à retenir ceux en place.

Déficit migratoire

« Seul le solde naturel (naissances - décès) permet un gain de population entre 2007 et 2017 (+ 0,3 % par an), mais il se dégrade par rapport à la période précédente (+ 0,4 %) », pointe l'Insee. Les naissances plus importantes que les décès évitent encore une perte de population sur la durée et permettent de contrebalancer un déficit migratoire négatif de - 0,2 % par an (- 0,1 % entre 1990 et 2007). C'est-à-dire qu'il y a plus de gens qui quittent la région que de personnes qui s'y installent.

L'analyse des chiffres relève que « dans les départements qui gagnent des habitants, le solde migratoire est déficitaire, à l'exception de l'Aube qui dénombre un peu plus d'arrivées que de départs (+ 0,1 %) ». L'excédent naturel « permet donc la hausse ou le maintien de la population », souligne l'Insee. Concernant les départements qui perdent des habitants, le « déficit migratoire est important et le solde naturel nul ou négatif, sauf dans les Ardennes qui comptent légèrement plus de naissances que de décès (+ 0,1 %) », pointe l'observatoire national.

Conclusion

D'une manière générale, conclut l'Insee, « dans la majorité des départements, la population s'accroît moins ou décroît davantage sur cette période qu'entre 1990 et 2007, à l'exception de l'Aube et de la Meurthe-et-Moselle ».

Th. F.

(*) France métropolitaine : 64 639 133 habitants.



Entre 2007 et 2017, la population du Grand Est n'aura progressé que de + 0,1 % par an. Le Grand Est se trouve être la région où la démographie est la moins dynamique de France malgré quelques exceptions comme Fameck en Moselle Nord où la croissance atteint + 1,1 % par an, seconde plus forte progression parmi les 50 plus grandes villes de la région.

Photo d'archives RL/Pierre HECKLER

Nancy : « Trouver l'équilibre »

Nancy est l'une des rares grandes villes du Grand Est dont la population diminue peu. Le fruit d'une politique de développement urbain volontariste — sur les six dernières années, 3 500 logements construits et un accompagnement à la rénovation pour près de 6 500 logements. Le tout avec une attention particulière au développement du logement social et de l'accession sociale à la propriété pour toucher les familles avec de jeunes enfants.

Avec le gel des taux d'imposition et des efforts sur le niveau de service, les hôpitaux, leur qualité, la présence de l'université, la vie culturelle et associative... La ville de Nancy tente de « trouver un équilibre », explique Laurent Hénart, le maire, entre étudiants vecteurs de vitalité, seniors et les actifs gagent de stabilité de la population.

Objectif : augmenter la population de manière raisonnable. À Nancy, on parle d'une « croissance maîtrisée », explique encore Laurent Hénart

